

08.09.2009 - 12:21 Uhr

Chômage : la situation continue à se dégrader Les acteurs politiques se cantonnent dans la passivité : à la manif syndicale de les en sortir

Bern (ots) -

En août 2009, la situation des salarié(e)s de Suisse a continué à se dégrader. Bien que la crise ne dure pas encore depuis une année, près de 210 000 personnes sont officiellement déjà au chômage ou à la recherche d'un emploi. Cela représente un taux d'environ 5,2 %. Lors de la récession commencée en 2001, il a fallu plus d'une année et demie pour que la situation se dégrade à ce point. En outre, près de 60 000 personnes sont aujourd'hui au chômage partiel. Soit 1,5 % de toutes les personnes occupées. Selon les prévisions de la Banque nationale et du SECO, la situation va s'aggraver l'an prochain.

La constitution fédérale décidée par le peuple suisse charge la Confédération, les cantons et les communes de lutter contre le chômage. Or, ils font exactement l'inverse. Les hausses des primes des caisses-maladie et de la taxe sur le CO₂ - sans que le produit de cette dernière soit remboursé - privent la population de plusieurs milliards de pouvoir d'achat. Et tant les cantons que les communes prévoient, selon la dernière statistique financière de la Confédération, d'appliquer des politiques d'austérité en 2010. Là aussi, il s'agit de milliards de francs. Tout cet argent manquera à l'économie suisse, si bien que cette politique d'absorption du pouvoir d'achat et d'économies coûtera des dizaines de milliers d'emplois en plus.

Lors de la session parlementaire en cours, les Chambres fédérales doivent adopter des mesures pour empêcher que la crise ne s'aggrave encore plus. Pour faire pièce à la baisse du pouvoir d'achat, il faut des réductions plus conséquentes des primes-maladie - en utilisant aussi les rentrées encaissées grâce à la vente par la Confédération de son emprunt convertible à l'UBS. Il faut aussi rembourser immédiatement le produit de la taxe sur le CO₂ de 2009 et 2010, prolonger à 24 mois la durée maximale du chômage partiel et appliquer un programme d'investissement pour contrer la politique d'austérité des cantons et des communes.

L'Union syndicale suisse (USS) et ses fédérations, ainsi que d'autres organisations de salarié(e)s, appellent à manifester à Berne le 19 septembre. Cette grande manifestation veut réveiller une fois pour toutes ces acteurs politiques qui se complaisent dans la passivité et l'embellissement de la réalité au point de laisser entièrement libre cours à la crise.

Contact:

Daniel Lampart (079 205 69 11), économiste en chef de l'USS, et Ewald Ackermann (031 377 01 09), rédacteur de l'USS, se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100589513> abgerufen werden.